

Le journal DE DANS UN AN

Ce journal n'est pas encore paru. Il ne tient qu'à nous qu'il ne paraisse jamais.

Gratuit. Ne pas jeter sur la voie publique.

N°1 / Juin 2027



Ce document est une fiction d'anticipation proposée par Emmaüs France. Face au danger que constitue l'extrême droite pour les libertés associatives et les publics précaires, notre mouvement a souhaité rendre cette menace plus concrète. Que se passerait-il en France, dans les institutions ou sur le terrain, si l'extrême droite arrivait au pouvoir dans un an ? Notre rôle est de documenter et d'alerter sur les conséquences réelles et immédiates qu'aurait l'application de son programme politique. Toutes les informations ci-dessous sont fictives et dystopiques, mais néanmoins le fruit d'une extrapolation sur la base de prises de positions bien réelles.

POUR EN SAVOIR PLUS :



SUR LE TERRAIN : JUSTICE

« Ils nous préparent une poudrière » : l'onde de choc pénitentiaire



© Freepik

Une personne détenue, aux barreaux de sa cellule.

À peine nommé, le gouvernement a confirmé que le rétablissement des peines plancher et l'abaissement de la majorité pénale à 16 ans seraient une « priorité absolue ».

Par la voix du nouveau garde des Sceaux, l'exécutif affirme vouloir mettre ainsi fin à « l'ensauvagement de la France » et « donner aux Français la sécurité qu'ils ont appelée

de leurs vœux par le biais des urnes ».

Mais derrière la communication officielle, l'annonce de la suppression programmée des réductions et des aménagements de peine met déjà le feu aux poudres au sein d'un système carcéral qui compte actuellement près de 90 000 détenus pour 63 000 places, avec un taux de surpopulation qui atteint les 200 % dans certains établissements.

Dans les couloirs des maisons d'arrêt, les personnels pénitentiaires menacent d'un mouvement de grève national. « Si ces annonces sont mises en œuvre, le nombre de détenus va mécaniquement augmenter. Le temps que les nouvelles places de prison soient construites, nos établissements vont exploser. Ils nous préparent une vraie poudrière », s'insurge un représentant syndical. L'annonce colla-

terale de la suppression des fermes du dispositif Emmaüs Horizon, structures d'insertion alternatives à l'incarcération, cristallise l'incompréhension générale. « Ces aménagements ont pourtant une efficacité prouvée contre la récidive, tout en évitant les effets paupérisants de l'incarcération », rappelle de son côté un universitaire spécialiste des questions pénales. Une doctrine de l'affichage qui, selon les acteurs de première ligne, tourne le dos aux réalités du terrain.

« Si ces annonces sont mises en œuvre, le nombre de détenus va mécaniquement augmenter. »

**À LA UNE
SUR LE
TERRAIN**

**P.2
LE CHIFFRE**

**P.3
FAIT DIVERS**

**P.3
INDISCRET**

**P.3-4
DANS LE RESTE
DE L'ACTU**

LE CHIFFRE : ZÉRO

Le plan « zéro sans-papiers » à l'épreuve des associations et des réalités économiques



Une distribution alimentaire dans les campements du Calaisis.

Dans le cadre du plan visant « zéro sans-papiers en France en 2032 », le ministère de l'Intérieur a ordonné hier une première grande opération de contrôles d'identité ciblés dans des structures d'hébergement d'urgence gérées par différentes associations.

« Ces pratiques sont révoltantes et inhumaines. Nous avons le devoir d'accueillir dignement ! », a réagi le Président d'Emmaüs France. Encadrées par d'importants dispositifs policiers, plus de 800 personnes en situation irrégulière ont été conduites vers des centres de rétention en vue de leur expulsion.

L'annonce de ce plan a également suscité une vive opposition de la part de plusieurs syndicats patronaux. Ces derniers rappellent que des pans entiers de l'économie française, en particulier le bâtiment, la restauration, la propreté, ou l'aide à la personne, reposent sur ces travailleurs qu'il conviendrait au contraire de régulariser. « À quoi joue le gouvernement ? Ils veulent priver les Français d'ouvriers, de cuisiniers, d'éboueurs, de nounous et paralyser le pays entier ? », s'est insurgé le porte-parole d'un

syndicat professionnel. Parallèlement, le ministre des Affaires étrangères entame une tournée diplomatique pour contraindre les États d'origine à délivrer les laissez-passer consulaires, menaçant de suspendre les aides au développement en cas de refus.

Ces pratiques sont révoltantes et inhumaines. Nous avons le devoir d'accueillir dignement !

DANS LE RESTE DE L'ACTU

MÉDIAS

À l'annonce du projet de privatisation, France Télévisions s'embrase

Cela fait maintenant près de 15 jours que les salariés du service public de l'information sont en grève face aux menaces de privatisation annoncées par le gouvernement. En parallèle, une pétition a été lancée pour appeler les Français à se mobiliser contre le risque d'achat de France Télévisions par des hommes d'affaires portant des idées réactionnaires. Les dirigeants de France Télévision alertent, à travers un communiqué, sur « les conséquences, d'autant plus graves au regard de la situation politique, d'une disparition du service public de l'information ».

PRIORITÉ NATIONALE

Logement et aides sous conditions

L'exécutif annonce que le premier volet du programme « Priorité nationale » concernera les aides sociales et les logements sociaux, dont seront exclues les personnes étrangères. « Avec nous, les allocations sociales seront réservées aux familles de nationalité française », rappelait récemment le chef du gouvernement. « Des milliers de familles vont se retrouver à la rue, ou privées de ressources », s'alarme un responsable associatif.

FAIT DIVERS

Solidarité prise pour cible : un sentiment d'impunité identitaire

Vendredi 11 juin, une nouvelle étape a été franchie dans la violence visant des structures sociales. En plein après-midi, un établissement d'accueil pour familles demandeuses d'asile a été la cible d'un assaut éclair et coordonné. Sous les yeux des résidents terrorisés, une dizaine de militants se réclamant de groupuscules identitaires ont fait voler les vitres en éclats, n'hésitant pas à s'en prendre physiquement au personnel tentant de protéger l'entrée.

Mais au-delà de la brutalité de l'attaque, c'est le changement d'atmosphère politique qui frappe les esprits. « *Ce qui est le plus glaçant, c'est leur sentiment d'impunité* », témoigne Sarah, travailleuse sociale présente sur les lieux. *L'enquête de police n'a rien donné, et le gouvernement n'a toujours pas réagi. Ils n'étaient pas là pour manifester, ils étaient là pour briser, casser et terroriser. Ils criaient qu'ils faisaient le boulot, que maintenant, la loi était de leur côté.* »

Ils n'étaient pas là pour manifester, ils étaient là pour briser, casser et terroriser.

INDISCRET

Libertés associatives : Le chantage à la subvention

Selon nos informations, le gouvernement prépare un décret conditionnant l'activité des associations et l'octroi de subventions publiques à un « engagement de neutralité absolue ».

Ce tour de vis réglementaire prévoit des sanctions, allant du retrait des subventions publiques à la suspension administrative pour toute association dont les prises de position publiques... seront considérées comme « *hostiles au nouveau gouvernement ou contraires aux intérêts de la Nation* ». Concrètement, les préfets se verraient confier un pouvoir discrétionnaire inédit



Une bénévole dans une cuisine solidaire.

leur permettant de cibler les organisations de défense des droits ou d'aide aux plus précaires. Plusieurs grandes figures de la solidarité dénoncent déjà une tentative de musellement pure et simple de la société civile.

DANS LE RESTE DE L'ACTU

CULTURE

Mesures de contrôle contre les scènes « subversives »

Le ministère de la Culture engage une procédure de révision des dotations publiques. En Île-de-France, le théâtre de la Colline, le théâtre du Soleil et le théâtre Gérard Philipe sont menacés de suspension de crédits pour programmation « *contraire à l'intérêt national* ». Les subventions du Festival Solidarités et du Festival Emmaüs sont également gelées, qualifiées « *d'anti-patriotiques* ».

ADMINISTRATION

Le Gouvernement coupe les têtes

Entre départs volontaires et évictions, de nombreuses administrations centrales s'apprêtent à changer de direction avec des nominations à venir dans des secteurs hautement stratégiques : économie, services publics, sécurité...

ÉCOLOGIE

Vers la fin des énergies renouvelables en France ?

À peine installé, le nouveau gouvernement annonce une série de décrets actant l'arrêt total des projets de parcs éoliens et solaires en cours, ainsi que le démantèlement progressif des sites existants. L'objectif de geler immédiatement les filières vertes pour préparer le chantier de vingt nouveaux réacteurs nucléaires était l'une des promesses phares de la campagne.